prendre. N'y aurait-il pas moyen alors, au moins, de faire taire l'esprit de parti ?

Tout d'abord, libéraux et conservateurs, croyez-moi, jamais l'Eglise n'a voulu et ne voudra vous condamner comme parti ? non jamais ! Le pape ne le veut pas, le pape ne le fera pas ; nous, les évêques, nous ne voulons pas et nous ne le ferons pas non plus. Et d'ailleurs, si l'on étudie l'histoire du passé, si l'on veut examiner avec soin les interventions de l'épiscopat dans les affaires de notre pays, on devra rendre aux évêques cette justice, qu'ils n'ont jamais élevé la voix quand il s'est agi de questions purement civiles, ou purement politiques.

Mais le malheur le voici : aussitôt qu'une question divise les partis, et qu'elle devient l'objet d'une discussion soit dans les assemblées publiques, soit dans les débats électoraux, soit dans les chambres, on prétend que par cela seul, c'est une question politique, et que par conséquent, les évêques ne doivent pas intervenir.

C'est là, vous le comprenez, une prétention insoutenable, un principe faux.

Ces questions peuvent être quelquefois des questions religieuses ou au moins politico-religieuses, dans lesquelles, par suite, l'Eglise, la religion et la conscience sont intéressées. Et alors, il faut que les fidèles soient éclairés, il faut qu'ils soient guidés. Qui donc, dans ces matières, les éclairera, qui les dirigera ? Si ce ne sont les évêques que Dieu a établis pour régir l'Eglise.—*Posuit episcopo regere Ecclesiam Dei.*

Parlons clairement, depuis plusieurs années une grande controverse, la controverse scolaire, agite notre pays. En soi la question n'est-elle pas très simple ? et sa solution aurait-elle souffert la moindre difficulté si, au lieu de se laisser guider par ce malheureux esprit de parti qui se glisse partout, on n'eût voulu suivre que les principes de la justice et du droit ? De quoi donc s'agit-il, en effet ? De ceci, tout simplement. Les catholiques du Manitoba, qui sont nos frères, auront-ils pour leurs enfants des écoles catholiques comme le demande l'Eglise et comme le leur garantit le pacte fédéral ? Et si on les dépouille de ce droit sacré, n'est-ce pas le devoir de tous, sans distinction d'opinions politiques et je dirai même de religion, mais au seul nom de la liberté et de la justice, de s'unir pour obtenir la restitution de leur droit ? A quelque parti qu'on appartienne, peut-on faire deux réponses différentes à ces deux questions ? Non, ce me semble, si, encore une